



La Rochelle le 27 février 2026

Communiqué du syndicat CGT des Territoriaux de La Rochelle

L'engagement antifasciste ne peut être à géométrie variable !

Nous le disons sans détour : la violence politique n'est pas symétrique. Elle n'est pas un phénomène abstrait, suspendu au-dessus de la société. Elle s'inscrit dans un contexte précis : celui d'un système capitaliste en crise qui durcit l'exploitation, affaiblit les droits sociaux et recourt de plus en plus à l'autoritarisme pour se maintenir.

L'antifascisme n'est pas une posture morale, c'est une nécessité historique. Il consiste à identifier une menace politique concrète : le fascisme, ses relais, sa banalisation et son enracinement.

Le fascisme ne se réduit ni à des excès de langage ni à des provocations isolées. C'est un projet politique autoritaire fondé sur une idéologie raciste, sur le rejet de l'égalité, la concentration du pouvoir, la désignation d'ennemis intérieurs et la mise au pas des organisations syndicales, sociales et démocratiques. C'est une dynamique politique qui prospère lorsque les cadres démocratiques sont affaiblis, lorsque le langage est tordu, lorsque les responsabilités sont inversées.

L'antifascisme existe parce que le fascisme existe.

Il ne peut pas être dilué dans une condamnation générale qui met sur le même plan ceux qui portent un projet autoritaire et ceux qui le combattent.

Mettre dos à dos l'extrême droite et la gauche de rupture, c'est entrer dans le récit du pouvoir.

Aujourd'hui, une large partie des médias dominants et une majorité de responsables politiques développent un discours qui place sur le même plan l'extrême droite et les forces de gauche de rupture. Cette construction n'est pas neutre : elle vise à délégitimer toute contestation de l'ordre social existant.

On entend parler de « brutalisation du débat public », de « bordélisation » de l'assemblée nationale en désignant en priorité celles et ceux qui s'opposent frontalement aux politiques antisociales.

Mais ce qui brutalise réellement le débat public, c'est :

- la montée et la normalisation des idées fascistes ;
- le refus de reconnaître la victoire du Nouveau Front Populaire aux dernières élections législatives ;
- l'usage répété du 49.3 pour contourner la représentation nationale ;
- le maintien d'un gouvernement minoritaire protégé par des calculs politiques, malgré le rejet massif de ses orientations en refusant de voter la censure.
- La multiplication des politiques antisociales, liberticides et sécuritaires.

Il y a là une inversion des rôles manifeste.

Assimiler, même implicitement, les forces de transformation sociale et les mouvements antifascistes à une forme de “violence politique” revient à relayer l’argumentaire gouvernemental et médiatique du moment. Cela contribue à installer l’idée que celles et ceux qui résistent seraient responsables du climat politique actuel.

C’est exactement le terrain sur lequel le gouvernement cherche à entraîner le débat public.

Dans ce contexte, la minute de silence observée à l’Assemblée nationale pour un jeune militant issu de la mouvance identitaire a constitué un signal profondément inquiétant. Alors même que les idées d’extrême droite progressent et que leurs conséquences se traduisent par des violences bien réelles, le respect dû à la vie humaine ne peut justifier d’accorder un hommage institutionnel à une figure inscrite dans cette sphère idéologique. Cela contribue à brouiller les repères. Une telle décision ne relève pas de la neutralité : elle participe à la banalisation d’un courant politique dont l’histoire et les références sont incompatibles avec les valeurs d’égalité, de solidarité et d’émancipation que nous défendons.

La clarté est une responsabilité syndicale

Nous affirmons notre engagement antifasciste.

La Confédération générale du travail a une histoire forgée dans la lutte contre le fascisme, contre la collaboration et contre l’exploitation. Cette histoire oblige.

Dans la période actuelle, les formulations qui entretiennent la confusion ne sont pas possible. Ne pas nommer clairement les responsabilités, mettre dos à dos un projet d’extrême droite et une gauche de rupture, c’est, au minimum, manquer de clarté.

Nous refusons cette confusion.

Nous affirmons que l’antifascisme implique de désigner la menace, de combattre sa banalisation et de refuser toute symétrie artificielle.

Nous affirmons que la dégradation démocratique actuelle ne vient pas de celles et ceux qui contestent l’ordre social, mais de celles et ceux qui le verrouillent.

Il est temps que notre organisation parle clairement.

Le syndicat CGT des Territoriaux de La Rochelle se place résolument au côté des antifascistes et affirme qu’il fera rempart contre toute entrée du RN dans notre collectivité.